

Une lettre d'un de nos fidèles lecteurs

Pour réformer l'Union européenne il faut prendre en compte la géopolitique mondiale

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt dans le numéro 42 de juillet 2018 de *Diasporiques* l'interview de l'ambassadeur de la République tchèque, Petr Drulak, et l'encart de Jacques Rupnik. Les deux apportent des éclairages fort utiles sur les différences de comportements entre pays de l'Union européenne. Le constat est précis et bien argumenté.

Cela étant, que pourrait-on faire pour redonner une nouvelle vision d'avenir à l'Union, qui puisse mobiliser les peuples ? Sur quoi convient-il de recentrer l'Union européenne ? Comment réorganiser les rapports entre l'Union et les pays membres sans détricoter ce qui nous unit ? Les grands sujets ne manquent pas. Certains souhaitent visiblement une Europe à la carte. Veut-on aller vers une Europe principalement basée sur des accords bilatéraux ou multilatéraux ? Cela ne serait pas acceptable à mes yeux. Il faut sortir de l'inertie actuelle. Comment ? En dehors de la question des migrations, qui préoccupe à juste titre tous les pays membres, comment prendre en compte les modifications de l'environnement géopolitique mondial, modifications qui interviennent à très grande vitesse ?

Prenons d'abord les États-Unis. Pour les pays d'Europe centrale et orientale, qui digèrent encore leur

sortie du monde communiste soviétique, le parapluie des États-Unis est essentiel. Ce parapluie n'est sans doute plus vraiment étanche. Le président Trump est tout à fait ambigu sur le sujet. En outre il ne cache pas son souhait de marginaliser l'Europe, voire de détruire l'Union. Face à cette situation l'Europe doit-elle laisser faire, chaque pays membre menant sa politique, ou devons-nous réagir ensemble ? Comment, sur le plan économique, accepter que des décisions des États-Unis empêchent des entreprises européennes de commercer avec tous les pays ? Je pense bien sûr à l'Iran.

Pensons ensuite à la Russie. Elle a repris son rang dans le monde grâce à son annexion de la Crimée et à ses actions militaires dans l'est de l'Ukraine et au Moyen-Orient. Le président Poutine ne cache pas qu'il souhaite que son pays reprenne un rôle majeur en Europe de l'est. Aucun des pays en question n'est de force à résister à une pression amicale. Si le parapluie américain faisait défaut, que resterait-il ? L'Union ne devrait-elle pas reprendre le parapluie et pour cela disposer d'une politique commune de défense ?

Enfin, n'oublions pas la Chine. Celle-ci tisse sa toile de routes commerciales, les nouvelles routes de la soie (*road and belt*), dans le monde

entier. Elle prévoit d'y consacrer mille milliards de dollars d'ici à 2030. Ce réseau est destiné à soutenir le développement économique de la Chine. Mais la politique poursuivie consiste à sécuriser les diverses composantes des transports terrestres, maritimes et aériens, centres de distribution et transporteurs. Si l'investissement porte en priorité sur l'Asie et l'Océanie, il s'attaque vigoureusement à l'Afrique. L'Europe constitue également une cible. Les Chinois ont pris le contrôle de ports, aéroports et centres de transit. Les chemins de fer chinois ont lancé des trains de marchandises qui desservent Rotterdam ou Hambourg. La compagnie chinoise de transport maritime de conteneurs Cosco devient la troisième mondiale. Devant cette politique invasive, les États membres de l'Union sont pour le moment contents de profiter des financements venant de Chine. Ils les sollicitent même. Comment réagiront-ils lorsqu'ils s'apercevront que des décisions importantes leur échappent ? Peut-être faut-il anticiper ? Est-ce du niveau d'une union ou de chaque pays séparément ?

Pour toutes ces raisons, la nécessaire réforme de l'Union n'est pas qu'une question interne. L'évolution de la géopolitique mondiale doit être prise en compte. La définition des politiques internationales de l'Union est une priorité dans ce contexte. Que faut-il faire pour qu'une telle réaction se déclenche ?

GEORGES DOBIAS